

AP N° 2022-MD-058-IC

**ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
pris à l'encontre de la Société VIVESCIA
chemin de la Prairie 51700 Dormans
de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié,
relatif à la prévention des risques présentés
par les silos de stockage de céréales, de grains, de produits alimentaires
ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables**

**Le Secrétaire Général,
chargé de l'administration
dans le département de la Marne**

Vu le Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

Vu le rapport du 9 mars 2022 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 10 mars 2022 ;

Vu l'absence de réponse du pétitionnaire pour confirmer ou infirmer son accord sur le projet d'arrêté préfectoral ayant valeur d'accord tacite.

Considérant que, lors de la visite d'inspection réalisée le 7 novembre 2019 sur le site exploité par la société VIVESCIA à DORMANS, l'exploitant a présenté un rapport de vérifications des installations électriques datant du 14 janvier 2019 présentant plusieurs non-conformités et qu'il n'a pas été en mesure de présenter un échéancier de lever des non-conformités ;

Considérant que, lors de la visite d'inspection de ce même site réalisée le 28 janvier 2022, l'exploitant a présenté un rapport de vérification des installations électriques datant du 17 janvier 2022 présentant les non-conformités suivantes :

- non conformité n° 1 liée à la nature des câbles (thermométrie, téléphone et élévateur) ;
- non conformité n°2 liée à l'impossibilité de justifier de l'indice de protection IP des sondes thermométriques et ni de justifier que les sondes thermométriques en place et en état de fonctionner sont ATEX (atmosphère explosive) ;
- non conformité n° 3 liée au bouton ascenseur ;

Ces non-conformités avaient déjà été identifiées lors de la précédente inspection ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ».*

Sur proposition de Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne.

ARRETE

Article 1 :

La société VIVESCIA, dont le siège social est situé 2 rue Clément Ader à REIMS (51100), est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à Dormans (51700), de se conformer à l'article 9 de l'arrêté ministériel 29 mars 2004 modifié, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables.

Elle procédera à la levée des non-conformités liées à la nature des câbles (thermométrie, téléphone et élévateur), au bouton ascenseur et à la justification de l'indice IP des sondes thermométriques et, si l'exploitant est dans l'impossibilité de justifier que les sondes sont ATEX et qu'il envisage leur remplacement, il proposera un échéancier pour la réalisation des travaux de remplacement et ce, conformément aux dispositions des articles suivants.

Article 2 :

L'exploitant doit mettre en œuvre les actions correctives nécessaires afin de lever les non-conformités relevées lors du contrôle des installations électriques réalisé le 17 janvier 2022, conformément à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié :

Article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 :

« L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :

- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;*
- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.*

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. »

Article 3 :

La société VIVESCIA est tenue de respecter les dispositions de l'article 2 du présent arrêté sous un délai de **trois mois**.

Le délai prescrit s'entend à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 :

A l'issue de la réalisation des actions précitées, l'exploitant transmettra à M. le Préfet de la Marne (avec copie à l'inspection des installations classées : DREAL Grand Est - Unité Départementale de la Marne), les justificatifs de mise en conformité.

Article 5 :

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L.171-8 du Code de l'environnement.

Article 6 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Exécution et diffusion

Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Madame la Directrice départementale des territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale de l'Agence régionale de santé, à la Direction départementale des services d'incendie et de secours, à la direction territoriale de l'Agence de l'eau, ainsi qu'au Maire de DORMANS.

Une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur simple demande adressée à la Direction départementale des territoires.

Notification en sera faite sous pli recommandé à la société VIVESCIA – chemin de la prairie – 51700 DORMANS.

Châlons-en-Champagne, le

31 MARS 2022

**Le Secrétaire Général,
chargé de l'administration
dans le département de la Marne**



Emile SOUMBO

Délais et voies de recours :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr

